



## THINK TANK 2022 DE L'EXPRESS

# Réformer l'école sans perdre de vue les intérêts des enseignants est un vrai défi

IANNIS RODER RÉPOND À EMMANUEL MACRON.

Chaque semaine, un membre de notre think tank expertise une proposition de campagne. Voici pourquoi renouer avec le principe d'égalité des chances ne se fera pas sans heurts.

Les propositions pour l'école du candidat Macron font déjà grincer des dents dans les salles des professeurs. « Libéral », « insultant », « déconnecté » sont des termes employés dans les différents commentaires lus ici ou là. De fait, les motifs de mécontentement sont nombreux. Conditionner l'augmentation des salaires à un accroissement des tâches et du temps de travail, libéraliser le recrutement local en donnant une autonomie accrue aux établissements et un pouvoir plus important aux chefs d'établissement, médiatiser les évaluations auprès des familles, sont autant de *casus belli* pour une profession en souffrance qui se sent dévalorisée, voire, à tort ou à raison, régulièrement méprisée.

Les choix du président semblent clairs. Les enquêtes Pisa nous rappellent ponctuellement les mauvaises performances du système scolaire français qui ne cesse de reculer dans les classements internationaux, tout en nous mettant face à une réalité qui contredit non seulement le mantra actuel de « l'égalité des chances » mais également la promesse de l'école républicaine, à savoir la possibilité de l'émancipation et de l'ascension sociale offerte à chaque enfant de France. Ce sont en effet les enfants des classes populaires qui sont aujourd'hui les premières victimes d'un système scolaire en souffrance car les différentes études montrent que les meilleurs élèves, très largement issus des classes sociales supérieures, se maintiennent, quand les résultats scolaires des enfants de pauvres plongent littéralement. Cette situation est aggravée par la ghettoïsation et l'absence de mixité sociale. Dégager les horizons de cette jeunesse est un impératif si la République veut garder une crédibilité auprès de ces jeunes et de leurs familles. Nous sommes là face à une question fondamentale de confiance, de justice sociale et de cohésion nationale.

D'autre part, le président-candidat semble faire un choix stratégique. Plutôt que de ménager le monde enseignant, dont il sait non seulement les inquiétudes face à d'éventuels changements structurels mais aussi qu'il ne lui est pas nécessairement favorable, il se tourne vers les familles et l'opinion publique pour lesquelles les mauvais résultats, scolaires comme sociaux, de l'école placent aujourd'hui tout responsable politique devant la

nécessité d'agir et de réformer. Mais la réforme doit se faire dans le climat le plus apaisé possible.

C'est là que se situe le défi à venir alors que le salaire des professeurs en entrée de carrière a décroché en quarante ans, passant de 2,3 fois le Smic en 1980 à 1,2 fois en 2020. La revalorisation salariale « substantielle » annoncée par le président sera conditionnée à la signature d'un contrat augmentant le temps de travail, créant de facto, à niveau de concours égal, des statuts différents au sein de la profession, entre ceux qui refuseront, ceux qui signeront et les nouveaux entrants pour lesquels les nouvelles tâches intégrées au contrat seront alors statutaires. Parmi celles-ci, le remplacement systématique des professeurs absents qui vient heurter le discours syndical demandant revalorisation et créations de postes, tout comme le suivi personnalisé des élèves, l'aide

aux devoirs ou les liens plus étroits avec le périscolaire, autant de missions ne relevant pas, statutairement des enseignants. Ce qui est assimilable à une vraie rupture, corroborée entre autres par la possibilité de recrutement sur des postes à profil donnée aux chefs d'établissement, ne peut que provoquer l'ire des organisations enseignantes très attachées au statut mais aussi aux principes d'égalité de traitement et de recrutement.

Alors, le numéro d'équilibriste ne sera pas simple à tenir, car il faut prendre en

compte le malaise enseignant tout comme il est absolument nécessaire d'offrir des perspectives d'évolution sociale et géographique à la jeunesse. Si nous dépensons des sommes élevées pour les meilleurs élèves qui peuplent les classes préparatoires aux grandes écoles, nous devons également nous soucier des enfants issus des milieux populaires, et il est illusoire de croire que la question des seuls moyens serait la recette miracle. Des évolutions systémiques semblent être aujourd'hui inévitables mais elles ne se feront pas sans l'adhésion des enseignants, au risque de les rendre inopérantes, car seul un enseignant heureux et reconnu dans son métier est un bon enseignant. \*

## Iannis Roder



S. PICARD POUR L'EXPRESS

Iannis Roder est professeur d'histoire-géographie, membre du Conseil des sages de la laïcité et directeur de l'observatoire de l'éducation de la Fondation Jean-Jaurès.

Retrouvez sur notre site Internet ([Lexpress.fr](http://Lexpress.fr)) les mesures des candidats décortiquées par nos experts.